



MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

OPÉRATION :
**SCHEMAS DIRECTEURS TECHNIQUE ET CULTUREL DU CENTRE GEORGES
POMPIDOU**

OBJET DU MARCHÉ :
**MISSION D'ORDONNANCEMENT, DE PILOTAGE ET DE COORDINATION (OPC)
d'études et de travaux et sur des missions de coordination générale**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Remise des offres fixée au **27/11/2023 à 12H00**

SOMMAIRE

Article 1.	DISPOSITIONS GENERALES	5
1.1	Objet du marché	5
1.2	Découpage en tranches.....	6
1.2.1.1	Découpage en tranches.....	6
1.2.1.2	Affermissement des tranches.....	6
1.2.1.3	Indemnité d'attente.....	6
1.2.1.4	Indemnité de dédit pour non-affermissement de la tranche optionnelle.....	6
1.3	Partie traitée à bons de commande.....	6
1.4	Intervenants.....	6
1.4.1.1	Maîtrise d'ouvrage :	6
1.4.1.2	Mandataire	7
1.4.1.3	Maîtrise d'œuvre	7
1.4.1.4	Contrôle technique	8
1.4.1.5	Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.....	8
1.4.1.6	Coordination des systèmes de sécurité incendie	8
1.5	Conditions d'exécution de la mission du pilote	8
1.5.1.1	Moyens matériels.....	8
1.5.1.2	Système d'échange de données informatisées (SEDI)	9
1.5.1.3	Obligations générales du titulaire	9
1.5.1.4	Autorité	9
1.6	Mode d'attribution des travaux	10
1.7	Sous-traitance	10
1.8	Conduite des prestations	10
1.9	Décision de poursuivre	11
1.10	Prestations similaires	11
1.11	Travail dissimulé.....	11
1.12	CLause de REEXAMEN	11
Article 2.	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	12
2.1	Pièces particulières.....	12
2.2	Pièces générales	12
Article 3.	CONTENU DES MISSIONS	12
Article 4.	PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT DE LA MISSION	13
4.1	Forme et contenu des prix	13
4.2	Détermination des prix de règlement.....	13
4.2.1.1	Nature des prix	13
4.2.1.2	Mode d'établissement des prix du marché :	14
4.2.1.3	Choix de l'index de référence :	14
4.2.1.4	Modalités d'actualisation des prix	14
4.2.1.5	Modalités de révision des prix.....	14
4.3	Modalités de règlement	14
4.3.1.1	Avance	14

4.3.1.2	Acomptes.....	14
4.3.1.3	Paieement du solde - Décompte final - Décompte général.....	16
Article 5.	ARRET DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS	17
Article 6.	RESILIATION	17
6.1	Résiliation pour motif d'intérêt général	17
6.2	Résiliation du marché aux torts du titulaire	17
6.3	Exécution de la prestation aux frais et risques	17
Article 7.	DELAIS-PENALITES DE RETARD-PROLONGATION DE DELAI	18
7.1	Délais prévisionnel d'exécution des prestations	18
7.2	Dépassement du délai d'exécution non imputable à l'OPC	18
7.2.1.1	Phase de conception	18
7.2.1.2	Phase de réalisation des ouvrages	18
7.3	Pour les prestations à prix unitaires	19
7.4	Prolongation du délai d'exécution.....	19
7.5	Pénalités.....	19
7.5.1.1	Généralités.....	19
7.5.1.2	Dépassement des délais de production des documents	19
7.5.1.3	Dépassement du délai d'exécution des travaux imputable au pilote	19
7.5.1.4	Production des documents visés aux articles D.8222-5 et -7 du Code du travail	20
7.5.1.5	Production des attestations d'assurance de responsabilité civile en cours de chantier et après travaux.....	20
7.5.1.6	Transmission des contrats de sous-traitance au mandataire de la maîtrise d'ouvrage.....	20
7.5.1.7	Pénalités pour non-déclaration de changement de domiciliation bancaire	20
7.5.1.8	Autres pénalités.....	20
Article 8.	ACHEVEMENT DE LA MISSION	21
Article 9.	CLAUSES DIVERSES	21
9.1	Cautionnement - Retenue de garantie	21
9.2	Assurances	21
9.2.1.1	Responsabilité professionnelle autre que décennale	21
9.2.1.2	Assurance complémentaire.....	21
9.2.1.3	Justification	21
Article 10.	UTILISATION DES RESULTATS	21
Article 11.	OBLIGATION DE DISCRÉTION	22
Article 12.	REGLEMENT DES LITIGES	22
Article 13.	TRAITEMENT DES DONNES ESSENTIELLES AYANT LE CARACTERE DE DONNEES PERSONNELLES	22
13.1	Le traitement des données essentielles du marché public	22
13.2	Le traitement des données essentielles ayant le caractère de données personnelles	22

Article 1. DISPOSITIONS GENERALES

1.1 OBJET DU MARCHE

Le présent marché de prestations intellectuelles a pour objet une mission d'ordonnancement, de pilotage et de coordination (OPC) pour diverses opérations, et sur des missions de coordination générale, entrant dans le cadre du programme du Schéma Directeur Technique (SDT) et du Schéma Directeur Culturel (SDC) des travaux du Centre National d'Art et de la culture Georges Pompidou (CNAC-GP).

Il est précisé que deux types de missions seront confiées au Titulaire :

- une mission d'ordonnancement, pilotage et de coordination (OPC) des études et des travaux, dite « mission 1 », sur une opération définie du CNAC-GP, dans le cadre du programme du SDT et du SDC.
- une mission, dite « mission 2 » de coordination générale des différentes opérations sur une opération définie au CNAC-GP, dans le cadre du programme du SDT et du SDC.

La mission du titulaire, ci-après désigné " le titulaire ", porte à la fois sur les phases d'étude et de réalisation des travaux. Son contenu est précisé au présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

Il s'agit d'un marché à prix mixtes. Le marché est conclu pour partie sur la base d'un prix global et forfaitaire indiqué dans la Décomposition du Prix global et forfaitaire (DPGF) quelques soient les quantités exécutées et sur la base des prix unitaires aux quantités réellement exécutées s'agissant des prestations indiquées au Bordereau des prix unitaires (BPU).

Cas particulier sur le programme du Schéma Directeur Culturel :

Le programme initial de travaux prévoit la réalisation de travaux se rapportant à 10 blocs fonctionnels. La liste de ces blocs fonctionnels est la suivante :

1 bloc fonctionnel « socle » :

- [4-BPI]

9 blocs fonctionnels dont la réalisation sera arbitrée bloc par bloc à l'issue de l'APD.

- [1- Forum N0 et AGORA S1]
- [2- Pôle commercial N1 et espace évènementiel N6]
- [3- Pôle nouvelle génération N0 et N1]
- [5- Pavillon Brancusi N1 et S2]
- [6- Espaces Code du travail N0, S1 et S2]
- [7- Stockage parking ES, S2]
- [8- Aires de livraisons N1 et S1]
- [9- Interventions sur les Niveaux 4 et 5 et 6 du musée (hors scénographie)]
- [10- Terrasse N7]

L'estimation du coût prévisionnel des travaux relatifs à la réalisation de la totalité des blocs fonctionnels est fixé par l'article 2.2 de l'Acte d'Engagement.

Le bloc 4/ Bibliothèque Publique d'Information constitue le socle de travaux minimaux à réaliser. Le MOA se réserve la faculté d'arbitrer à l'issue de l'APD la réalisation de tout ou partie des neufs autres blocs.

1.2 DECOUPAGE EN TRANCHES

1.2.1.1 Découpage en tranches

Le marché comporte une tranche ferme et une tranche optionnelle :

- la tranche ferme porte sur les phases **APS** et **APD** ;
- la tranche optionnelle 1 porte sur les phases **PRO**, **DCE** et **ACT**,
- la tranche optionnelle 2 porte sur les phases **DET**, **VISA** et **AOR**.

1.2.1.2 Affermissement des tranches

La tranche optionnelle 1 du marché sera affermie par une décision du mandataire de la maîtrise d'ouvrage notifiée au titulaire au plus tard 3 mois après la validation de l'APD La TO2 sera affermie au plus tard 3 mois après la fin de la TO1

1.2.1.3 Indemnité d'attente

Il ne sera versé aucune indemnité d'attente au titulaire.

1.2.1.4 Indemnité de dédit pour non-affermissement de la tranche optionnelle

En cas de non-affermissement de la tranche optionnelle par le mandataire de la maîtrise d'ouvrage, il ne sera versé aucune indemnité de dédit.

1.3 PARTIE TRAITEE A BONS DE COMMANDE

Les bons de commande seront établis sur la base du bordereau de prix unitaires (voir l'annexe n°2 de l'AE).

Pour les prestations à bon de commande, conformément aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique, un bon de commande précisant la prestation demandée est adressé au titulaire.

Chaque bon de commande comporte au moins :

- La référence du contrat (marché n° XXXX) ;
- La date d'émission ;
- La désignation des prestations commandées.

Les prestations à bon de commande sont rémunérées sur la base des prix inscrits au BPU.

La prestation débute à la date d'émission du bon de commande. Les prestations doivent être effectuées dans les délais fixés par le bon de commande. Les bons de commande sont notifiés au fur et à mesure des besoins. Le titulaire doit en accuser réception de manière expresse. Les bons de commande seront transmis par voie dématérialisée.

Le présent marché ne comporte pas de montant minimum. Le montant maximum de la part à prix unitaire est de 1.200.000 € HT.

1.4 INTERVENANTS

1.4.1.1 Maîtrise d'ouvrage :

Le maître d'ouvrage est :

Le Centre National d'Art et de Culture Georges Pompidou (CNAC GP),

Place Georges-Pompidou, 75004 à Paris.
Représenté par son Président, Monsieur Laurent LE BON.

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de "le maître d'ouvrage".

Il est cependant précisé que, sauf mention contraire spécifique, tous les actes relevant du maître d'ouvrage sont assurés par le mandataire.

1.4.1.2 Mandataire

Le Mandataire désigné par le maître d'ouvrage conformément convention de mandat du **21 février 2017** et son **avenant 2 du 12 mai 2023** est :

L'Opérateur du Patrimoine et des Projets Immobiliers de la Culture (OPPIC)

30 rue du Château des Rentiers – CS 61336 – 75647 Paris Cedex 13 Représenté par son président, Monsieur Christian MOURUGANE.

Il est désigné dans les différents documents contractuels sous le nom de : « le mandataire de la maîtrise d'ouvrage ».

1.4.1.3 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre de l'opération du Centre National d'Art et de la culture Georges Pompidou (CNAC-GP) est allotie comme suit :

- Schéma Directeur Technique (SDT) Groupement porté par le mandataire AIA INGENIERIE : Mission d'architecte de conception et réalisation pour les travaux de rénovation en lien avec le programme du SDT du CNAC-GP.
- Schéma Directeur Culturel (SDC) En cours de désignation : Mission d'architecte de conception et réalisation pour les travaux de réaménagement partiel en lien avec le programme du SDC du CNAC-GP.

Les missions de la maîtrise d'œuvre portent sur les éléments suivants :

- Les études de diagnostic et esquisse,
- Les études d'avant-projet et de projet,
- L'assistance à la passation des contrats de travaux,
- Le visa des études d'exécution,
- La direction de l'exécution des travaux,
- L'assistance aux opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement.

Les missions complémentaires de la maîtrise d'œuvre portent sur les éléments suivants :

Concernant le mandataire AIA INGENIERIE, il s'agit :

- d'une mission de DIAG partiel (compléments aux diagnostics existants),
- d'une mission d'EXE partielle (limitée à l'établissement des DGPF),
- d'une mission de Direction de synthèse,
- d'une mission d'expertise/conseil et détermination des coûts de maintenance et d'exploitation des ouvrages, d'optimisation du coût global et d'assistance à la mise en service,
- d'une mission BIM.

Concernant le prochain mandataire du marché de MOE du SDC, il s'agira :

- d'une mission de Direction de synthèse,
- d'une mission d'assistance au choix du mobilier de la Bibliothèque Publique d'Information (BPI).

1.4.1.4 Contrôle technique

Cette mission sera assurée par une société BTP Consultants, ci-après dénommée «le Contrôleur Technique».

Les missions confiées au Contrôleur Technique sont les suivantes, définies par le décret n°99-443 du 28 mai 1999 et son annexe A ainsi que la Norme NF P 03-100, complétés par les dispositions du présent Cahier des Clauses particulières.

- Mission L
- Mission S

et en tant que missions complémentaires :

- Mission LE
- Mission P1
- Mission Hand
- Mission F
- Mission Ph
- Mission Th
- Contrôle initial des installations électriques
- Mission Av
- Mission ENV
- Mission GTB
- Attest Hand

1.4.1.5 Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

Elle est assurée par une société BTP Consultants ci-après dénommée «le CSPS».

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé porte sur les phases suivantes :

- Les études d'avant-projet sommaire (APS) ;
- Les études d'avant-projet définitif (APD) ;
- Les études de projet (PRO)
- L'assistance au pouvoir adjudicateur pour la passation du ou des contrats de travaux (ACT) ;
- L'examen et le visa des études d'exécution et de synthèse de ou des entrepreneurs (VISA) ;
- La direction de l'exécution des marchés de travaux (DET) ;
- L'assistance à la réception des ouvrages et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR et GPA).

1.4.1.6 Coordination des systèmes de sécurité incendie

Cette mission est attribuée au maître d'œuvre du Schéma Directeur Technique AIA Ingénierie, au titre d'une mission complémentaire.

Il est désigné dans les différents documents contractuels sous le nom de : « SSI ».

1.5 CONDITIONS D'EXECUTION DE LA MISSION DU PILOTE

1.5.1.1 Moyens matériels

Le titulaire a libre accès au chantier en respectant les principes de sécurité et au bureau de chantier.

Le mandataire de la maîtrise d'ouvrage s'engage à mettre à disposition du titulaire : le local nécessaire à l'exercice de sa mission. Cette disposition sera prévue dans le cadre des marchés de travaux, au titre des installations de chantier.

Le mandataire de la maîtrise d'ouvrage prendra également toutes les mesures utiles pour que le titulaire puisse se faire communiquer tous les documents et informations nécessaires au bon déroulement de sa mission par les différents intervenants concernés (entreprises, maître d'œuvre, bureau de contrôle technique, etc.).

Le mandataire de la maîtrise d'ouvrage informe le titulaire des réunions qu'il organise auxquelles ce dernier est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Le titulaire est destinataire des comptes rendus de ces réunions.

1.5.1.2 Système d'échange de données informatisées (SEDI)

L'OPPIC va prochainement disposer d'un Système d'Echange de Documents Informatisés (SEDI) permettant le classement, l'organisation et les échanges électroniques de tous types de documents du projet (administratifs, techniques et financiers) entre tous les intervenants de l'opération.

Ce système doit fédérer et organiser toutes les informations du projet et les rendre accessibles à tous les intervenants du projet du début des études à la remise des DOE par les entreprises et la transférer vers le système de gestion technique du bâtiment.

Le titulaire du présent marché a l'obligation d'utiliser le SEDI pour transmettre ses avis et examen au stade de la conception et l'exécution des travaux. En cas de non-fonctionnement momentané du SEDI, les documents seront remis par courrier électronique et courrier papier. La date de réception du courrier papier faisant foi de date de réception.

La non-utilisation du SEDI mis en place par le mandataire de la maîtrise d'ouvrage fera l'objet de pénalités telles que fixées à l'article 7.5.8 ci-après.

Chaque intervenant a également l'obligation de se former à l'utilisation du service, au moins une personne de son entreprise aux conditions en vigueur.

Le protocole d'échange d'informations et cahier des charges du SEDI sera communiqué ultérieurement.

1.5.1.3 Obligations générales du titulaire

Le titulaire exerce sa mission pour le compte du mandataire de la maîtrise d'ouvrage auprès de tous les intervenants énumérés à l'article 1.4 du CCAP et, d'une manière générale, de tout intervenant à un titre quelconque dans l'opération. Son intervention ne modifie en rien les responsabilités découlant du statut et des obligations de chacun.

La mission du titulaire comporte la mise en place d'outils adaptés permettant une saisie facile et instantanée des événements et situations réels, tant pour la conception que pour la réalisation (outils logiciels bureautique, de planification compatible avec des logiciels etc...), en vue d'informer le représentant de la maîtrise d'ouvrage. Le titulaire proposera ses outils en temps utile, pour les différentes phases de sa mission.

Le titulaire organisera des réunions ou groupes de travail qu'il estime indispensable au bon déroulement de sa mission.

Les modalités pratiques d'exercice de la mission du titulaire et son contenu détaillé sont précisés à l'article 3 du présent C.C.A.P.

Le pilote a accès à toutes les réunions organisées par le maître d'œuvre, il est présent sur le chantier selon les stipulations ci-avant. Il assiste de droit à toutes les réunions de chantier.

1.5.1.4 Autorité

Les modalités pratiques de la coopération entre les intervenants et le titulaire sont consignées dans les marchés conclus par le mandataire de la maîtrise d'ouvrage.

Le titulaire ne disposera d'aucun pouvoir de commandement direct à l'égard du personnel des entreprises, du maître d'œuvre, et n'aura pas à se substituer à ceux-ci.

Dans le cadre de ses missions, le titulaire pourra cependant librement informer les entreprises et le maître d'œuvre.

Si le titulaire formule des observations, il les transmet au mandataire de la maîtrise d'ouvrage, avec information aux intervenants concernés.

Les observations du titulaire sont prises en compte par le mandataire de la maîtrise d'ouvrage. Si le mandataire de la maîtrise d'ouvrage décide de ne pas faire respecter des observations du titulaire, il doit proposer des solutions au moins équivalentes.

Tout différend entre le titulaire et l'un des intervenants est soumis au mandataire de la maîtrise d'ouvrage.

1.6 MODE D'ATTRIBUTION DES TRAVAUX

Les travaux seront dévolus en lots séparés ou en marché global, et pourront faire l'objet des procédures prévues par le Code de la commande publique en fonction des seuils observés et des prestations à réaliser.

Il est précisé que le découpage en lot se fait en concertation avec le mandataire de la maîtrise d'ouvrage au niveau de l'avant-projet définitif (A.P.D.).

A cette fin le D.C.E. devra comporter tous les éléments permettant aux entreprises de s'engager sur un prix forfaitaire ou prix unitaire ou prix mixte.

Un planning définitif de remise des dossiers de consultation des entreprises sera alors établi.

1.7 SOUS-TRAITANCE

Les dispositions du Code de la commande publique relatives à la sous-traitance dans les marchés publics (articles L. 2193-1 et suivants, R. 2193-1 et suivants) et R. 2152-7 à R. 2152-8 et R. 2152-11 à R. 2152-12) sont applicables.

Il est précisé par ailleurs que :

- Les personnes physiques appelées à intervenir dans ce cadre devront présenter des garanties de compétences professionnelles au moins équivalentes, pour les tâches à effectuer, à celles des personnes désignées à l'annexe n°1 de l'acte d'engagement.
A défaut, le mandataire de la maîtrise d'ouvrage pourra récuser le sous-traitant proposé.
- Le titulaire ou, en cas de groupement, le(s) co-traitant(s) du marché est (sont) tenu(s) de communiquer le ou les sous-traité(s) le(s) liant au sous-traitant au mandataire de la maîtrise d'ouvrage, lorsque celui-ci en fait la demande.
Le titulaire ou, en cas de groupement, le(s) co-traitant(s) du marché qui, sans motif valable, 15 jours après avoir été mis par écrit en demeure de le faire, ne communique(nt) pas un sous-traité, encourt (encourent) la pénalité fixée à l'article 7.5.5 du CCAP.
- Dans l'éventualité où un sous-traitant confierait à un autre sous-traitant l'exécution d'une partie du marché dont il est chargé, il est précisé que le mandataire de la maîtrise d'ouvrage n'acceptera pas la mise en place d'une délégation de paiement et exigera du sous-traitant dit de 1er rang la constitution d'une caution au bénéfice de son sous-traitant.

1.8 CONDUITE DES PRESTATIONS

Le titulaire désigne nominativement son représentant chargé de la conduite des prestations ainsi qu'un suppléant de même compétence et capable de le remplacer en cas d'empêchement. Ces deux personnes physiques sont désignées nominativement à l'annexe **n° 1** de l'acte d'engagement.

Le titulaire adaptera sa disponibilité au besoin de la mission sachant que la personne désignée doit pouvoir répondre aux sollicitations du mandataire de la maîtrise d'ouvrage dans le délai de **3 jours**.

Il est fait application des dispositions de l'article 3.4.3 du CCAG-PI dans le cas où le titulaire présenterait au mandataire de la maîtrise d'ouvrage un remplaçant à la personne physique nommément désignée à l'annexe **n°1** à l'acte d'engagement.

Le remplaçant devra justifier d'une expérience professionnelle et d'une compétence équivalente à celles de la personne désignée à l'acte d'engagement du marché. A défaut, le remplaçant sera récusé.

Dans ce cas et par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, le titulaire dispose d'un délai de **5 jours, sauf urgence**, jours pour proposer un autre remplaçant.

Le titulaire assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçu à toute nouvelle personne désignée pour le remplacer ou lui succéder, même temporairement.

Le passage de consigne fait l'objet d'un procès-verbal.

1.9 DECISION DE POURSUIVRE

Lorsque le montant des prestations exécutées atteint le montant prévu par le marché, la poursuite de l'exécution des prestations est subordonnée soit à la conclusion d'un avenant soit à la notification d'une décision de poursuivre prise par le mandataire de la maîtrise d'ouvrage.

Si l'augmentation entraînée par la décision de poursuivre est supérieur à **25 %** du montant contractuel, le titulaire aura droit à être indemnisé du préjudice qu'il a éventuellement subi du fait de cette augmentation.

1.10 PRESTATIONS SIMILAIRES

Le mandataire de la maîtrise d'ouvrage se réserve la possibilité de passer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence avec le titulaire pour l'achat de prestation similaires aux prestations décrites au présent marché, dans les conditions prévues à l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

1.11 TRAVAIL DISSIMULE

Conformément aux dispositions des articles L8221-3, L8221-5 et L8222-1 du Code du travail sur le travail dissimulé, le titulaire s'engage à s'acquitter de ses obligations en matière de travail dissimulé au regard des articles susvisés et produira au mandataire de la maîtrise d'ouvrage, tous les six mois à compter de la notification du présent marché, les documents visés aux articles D. 8222-5 et -7 du Code du travail.

1.12 CLAUSE DE REEXAMEN

La clause de reexamen s'applique au périmètre des travaux du programme du SDC et par corrélation à la rémunération du titulaire du présent marché.

La présente clause de réexamen a ainsi pour objet :

- **D'envisager la modification éventuelle du périmètre des travaux prévu au programme du SDC, avec notamment la faculté de ne réaliser qu'un programme minimum de travaux du SDC ;**
- **De répercuter ses conséquences sur l'évolution à la baisse de la rémunération du titulaire associée à la modification du périmètre des travaux.**

Si l'application de la présente clause de réexamen est décidée, les parties conviennent de fixer par avenant l'évolution du périmètre des travaux et de la rémunération du titulaire.

Article 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

En application de l'article R. 2191-46 du Code de la commande publique, le mandataire de la maîtrise d'ouvrage remet à la demande du titulaire, une copie de l'original du marché revêtue d'une mention dûment signée, par lui, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché, ou un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

2.1 PIECES PARTICULIERES

- L'**acte d'engagement** et ses annexes :
 - Annexe 1. Cadre de réponse technique ;
 - Annexe 2. BPU et DPGF ;
 - Annexe 3. Désignation de sous-traitant (à compléter si nécessaire) ;
 - Annexe 4. Attestations d'assurance (à fournir par le candidat).
- Le **cahier des clauses administratives particulières** (CCAP) et ses annexes :
 - Annexe 1. Convention Ediflex ;
 - Annexe 2. Planning prévisionnel de déroulement des études et travaux ;
- Le **cahier des clauses techniques particulières** (CCTP) et ses annexes :
 - Annexe 1. Dossier de programme de l'opération du SDT et SDC ;
 - Annexe 2. Dossier de Site
 - Annexe 3. Délais d'établissement et de remise des livrables

2.2 PIECES GENERALES

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel que ce mois est défini à l'article **n°2** de l'acte d'engagement.

- Le **cahier des clauses administratives générales** applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles.
- Le **cahier des clauses techniques générales** (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux de bâtiment, approuvé par le décret n°2000.524 du 15 juin 2000 (J.O. du 18 juin 2000) modifié par arrêté du 28 mai 2018 relatif à la composition du CCTG applicable aux marchés publics de travaux de génie civil.

Article 3. CONTENU DES MISSIONS

Les phases composant chacune de ces missions sont définies au sein du CCTP et de la DPGF du présent marché.

Article 4. PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT DE LA MISSION

4.1 FORME ET CONTENU DES PRIX

Le marché est conclu à prix mixtes, pour partie à prix forfaitaire et pour partie à prix unitaires à bons de commande. Les prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement exécutées. L'annexe n°2 (l'AE) précisent les prestations traitées à prix forfaitaires et les prestations traitées à prix unitaires.

Les prestations à prix unitaire sont conclues sans montant minimum et avec un montant maximum de 1 200 000 euros HT pour la période contractuelle.

Les prestations seront facturées sur la base des prix unitaires inscrits au sein du bordereau des prix unitaires et selon les quantités réellement commandées, livrées et exécutées, ainsi que sur la base des prix forfaitaires tels que précisés dans la décomposition du prix global et forfaitaire.

Le règlement s'effectue par virement au(x) compte(s) noté(s) à l'Acte d'engagement selon les règles de la comptabilité publique.

Les prix du marché sont hors TVA. Les montants des acomptes et du solde seront calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de paiement.

Lorsque le taux ou l'assiette des charges fiscales frappant la prestation est différent, à l'époque du fait générateur, du taux ou de l'assiette prévu dans le marché, les prix de règlement tiennent compte de cette variation.

Le prix rémunérant les prestations du marché est un prix global et forfaitaire. Il comprend toutes les charges fiscales et parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

En complément des dispositions de l'article 10.1 du CCAG-PI, il est précisé que le prix du marché inclut tous les frais résultants de l'exécution des missions confiées au pilote. Ces frais incluent notamment ceux relatifs :

- aux tirages et à diffusion des documents écrits et graphiques que le titulaire doit établir dans le cadre de l'exécution de ses missions,
- aux achats, à la location et à la maintenance de matériels nécessaires à l'exécution des prestations confiées au titulaire.

Les frais de reprographie sur site seront pris en compte sur le compte des dépenses communes.
Le titulaire

4.2 DETERMINATION DES PRIX DE REGLEMENT

Les répercussions sur tous les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations s'effectuent conformément aux articles R. 2112-7 à R. 2112-12 du Code de la commande publique.

Elles sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

4.2.1.1 Nature des prix

Les prix du marché sont révisables.

Le choix de l'index de référence pour la révision des prix est choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index ingénierie ING (base 2010).

4.2.1.2 Mode d'établissement des prix du marché :

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois m0 (m0 Etudes) fixé dans l'acte d'engagement.

4.2.1.3 Choix de l'index de référence :

L'index de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations du titulaire faisant l'objet du marché est l'index ingénierie I publié au Bulletin officiel du Ministère chargé de l'Équipement ainsi qu'au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment.

4.2.1.4 Modalités d'actualisation des prix

Sans objet.

4.2.1.5 Modalités de révision des prix

Les prix sont révisibles selon la formule :

Le prix révisé (P) est obtenu en appliquant la formule paramétrique suivante :

$$P = P_0 \left[0,15 + 0,85 \left(\frac{I_{m-4}}{I_{m0-4}} \right) \right]$$

Formule selon laquelle :

- P est le prix révisé ;
- P_0 est le prix initial indiqué à l'acte d'engagement et réputé établi sur la base des conditions économiques du "mois zéro" ;
- Au dénominateur, figurent les valeurs des indices correspondant (I_{m0-4}) aux paramètres pour le mois antérieur de quatre (4) mois au mois zéro ;
- Au numérateur, figurent les valeurs de ces mêmes indices à une date antérieure de quatre (4) mois au mois d'exécution des prestations (I_{m-4}).

Pour la mise en œuvre de cette formule, les calculs intermédiaires seront effectués avec au minimum quatre décimales et le coefficient applicable à P_0 arrondi, le cas échéant, au millième supérieur.

4.3 MODALITES DE REGLEMENT

4.3.1.1 Avance

En application de l'option B du CCAG, une avance de 5% (cinq pour cent) pourra être versée au titulaire dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 à R. 2191-19 du Code de la commande publique.

Le taux de l'avance fixé au paragraphe précédent est porté à 10 % lorsque le maître d'œuvre du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise.

Pour le versement et le remboursement de l'avance, chaque tranche ferme ou optionnelle est considérée comme un marché distinct.

4.3.1.2 Acomptes

L'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 rend obligatoire la facturation électronique pour les émetteurs de facturation à destination des établissements publics, l'Etat et les collectivités territoriales.

Depuis le 1er janvier 2021, seules les factures déposées sur le serveur CHORUS PRO sont déclarées comme réceptionnées. Les factures doivent être transmises via le portail CHORIS PRO accessible par internet à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> soit :

- En déposant ses factures en version PDF,
- En saisissant en ligne ses factures sur le portail.

Pour connaître les préalables techniques et toutes les informations complémentaires : <https://communaute.chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Par dérogation aux dispositions de l'article 11 du CCAG-PI, la gestion des acomptes pour le titulaire est assurée par traitement informatique, actuellement EDIFLEX, celui-ci prend en charge le dépôt et la transmission des factures dématérialisées sur le serveur CHORUS PRO dans les conditions fixées à l'annexe **n°1** du présent CCAP. Un paramétrage doit être mis en œuvre au préalable

Par dérogation aux articles 11.2 à 11.7 du CCAG-PI, le règlement des acomptes s'effectue dans les conditions suivantes :

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes calculés à partir de la différence entre deux décomptes successifs. Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état des prestations exécutées dans les conditions et dont la fréquence sont définis ci-après.

En application des articles 11.2, 11.4.1 et 11.5.2 du CCAG-PI, l'échéancier des paiements obéira au tableau ci-après :

Phase APS (tranche ferme) Phase APD (tranche ferme) Phase PRO (tranche optionnelle 1) Phase DCE (tranche optionnelle 1)	<u>Pour les 4 éléments de mission :</u> 80% à la remise des livrables 20% à leur validation
Préalable au démarrage des travaux (tranche optionnelle 2)	60% à la remise des livrables 40% à la notification du calendrier d'exécution
Exécution des études d'exécution et de synthèse, et des travaux (tranche optionnelle 2)	20% à l'issue de la synthèse 80% par acompte mensuel en fonction de la durée des travaux
Phase de réception (tranche optionnelle 2)	95% à l'issue des OPR 5% en fonction de la notification des DGD
Phase garantie de parfait achèvement (tranche optionnelle 2)	Par acomptes trimestriels

Tout autre livrable sera rémunéré selon la règle suivante :

- 80% à la remise des livrables
- 20% à leur validation

Rémunération des unités d'œuvre de la mission 2 :

- UO non mensuelles
 - o 80% à la remise des livrables
 - o 20% à leurs validations
- UO mensuelles : par acompte mensuel en fonction de la durée considérée

Etat périodique :

L'état périodique établi par le titulaire indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché, par référence aux éléments constitutifs de la mission. L'état périodique sert de base à l'établissement par le titulaire du projet de décompte périodique auquel il est annexé.

Projet de décompte périodique :

Le projet de décompte correspond au montant des sommes dues au titulaire, résultant des prestations effectuées depuis le début du marché. Ce montant est évalué en prix de base.

Le projet de décompte périodique comporte les éléments définis à l'article 11.3 du CCAG-PI.

Le mandataire de la maîtrise d'ouvrage accepte ou rectifie le projet de décompte périodique et dresse un état d'acompte périodique.

Acompte périodique :

Le montant de l'acompte périodique de la période P à verser au titulaire est déterminé par le mandataire de la maîtrise d'ouvrage qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- le montant du décompte périodique ci-dessus ;
- l'avance et, dès que nécessaire, sa part de récupération.
- les pénalités éventuelles appliquées ;
- le surcoût des prestations éventuellement réalisées aux frais et risques du titulaire ;
- l'incidence de la révision des prix appliquée conformément à [l'article](#) 4.2.5 ci-dessus sur la différence entre les décomptes périodiques respectivement de la période P et de la période précédente P-1 ;
- l'incidence de la TVA ;
- le montant total de l'acompte à verser augmentée éventuellement des intérêts moratoires dûs.

Le mandataire de la maîtrise d'ouvrage notifie au titulaire l'état d'acompte ; s'il modifie le décompte périodique remis par le titulaire, il joint le décompte modifié.

Le paiement de l'acompte interviendra dans le délai global de paiement fixé à l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique. Ce délai court à compter de la date de réception de la demande de paiement par le mandataire de la maîtrise d'ouvrage.

Toutefois, ainsi que le prévoit l'article R. 2192-13 du Code de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

4.3.1.3 Paiement du solde - Décompte final - Décompte général

Par dérogation à l'article 11.7 du CCAG-PI, le paiement du solde du marché est effectué dans les conditions suivantes :

Après réception des prestations faisant l'objet du marché ou, si le marché est fractionné, d'une phase assortie d'un paiement partiel définitif, le titulaire doit adresser au mandataire de la maîtrise d'ouvrage le décompte final du marché accompagné de sa demande paiement pour solde.

Ce décompte établit le montant, en prix de base, des sommes auxquelles le titulaire peut prétendre du fait de l'exécution du marché. Il est remis au mandataire de la maîtrise d'ouvrage, par lettre recommandée avec avis de réception postal ou lui remet contre récépissé dûment daté et inscrit sur un registre tenu à cet effet, dans un délai de **trente jours calendaires** à compter de la date de notification de la décision de réception des prestations.

Le décompte final est accepté ou rectifié par le mandataire de la maîtrise d'ouvrage pour tenir compte, le cas échéant, de l'application des termes correctifs, pénalités ou sommes mises au frais et risques visés aux articles correspondants du présent CCAP.

Le mandataire de la maîtrise d'ouvrage accepte ou rectifie le décompte final, puis établit le décompte général. Le décompte général est établi dans les mêmes conditions que celles définies pour l'établissement des acomptes mensuels.

Ce décompte général est notifié au titulaire avant la plus tardive des deux dates ci-après :

- 15 jours calendaires à compter de la réception du décompte final ;
- 15 jours calendaires après la parution de l'index permettant la révision du solde.

Le titulaire dispose d'un délai de **30 jour calendaire** pour remettre au mandataire de la maîtrise d'ouvrage le décompte général signé, avec ou sans réserve, ou faire connaître les raisons pour lesquelles il refuse de le signer. Passé ce délai et par dérogation à l'article 43 du CCAG-PI, le décompte général est réputé accepté par le titulaire. Il devient ainsi le décompte général et définitif.

Le paiement du solde interviendra dans le délai global de paiement fixé à l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique. Ce délai court à compter de la date de réception du décompte général et définitif par le mandataire de la maîtrise d'ouvrage.

En cas de contestation du titulaire sur le montant de la somme due, le mandataire de la maîtrise d'ouvrage procède, dans les délais prévus au précédent alinéa, au paiement des sommes qu'il a admises au titre du décompte général. Le complément est payé, le cas échéant, après règlement du désaccord.

Article 5. ARRET DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI, le mandataire de la maîtrise d'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des parties techniques telles que définies à l'article 3 du présent CCAP.

La décision d'arrêter l'exécution entraîne la résiliation du marché conformément aux dispositions fixées à l'article 22 du CCAG-PI.

Dans le cas d'arrêt momentané des prestations pour des causes non imputables à l'OPC, le forfait de rémunération sera éventuellement modifié en fonction des incidences de l'allongement des délais dans les conditions précisées à l'article 7.2 du présent CCAP. Un avenant fixera les nouvelles conditions.

Article 6. RESILIATION

Il sera fait, le cas échéant, application du chapitre 7 du CCAG-PI (articles 36 à 42) avec les précisions et dérogations suivantes :

6.1 RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

Si le mandataire de la maîtrise d'ouvrage décide la cessation définitive de la mission du titulaire pour motif d'intérêt général dans le cadre de l'article 40 du CCAG-PI, le titulaire a le droit d'être indemnisé du préjudice qu'il subi éventuellement du fait de cette décision. Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage est fixé à quatre pour cent (4%).

6.2 RESILIATION DU MARCHE AUX TORTS DU TITULAIRE

Par dérogation à l'article 41.2 du CCAG-PI, si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus à l'article 39.1 du CCAG-PI, le marché est résilié sans indemnité et la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptées par le mandataire de la maîtrise d'ouvrage est rémunérée avec un abattement de **5 %**. Le pourcentage d'abattement est fixé à **10 %**, si la résiliation est prononcée dans les cas prévus au c), j) et k) de l'article 39.1 du CCAG-PI.

En complément, il est spécifié que dans le cas où il manquerait à ses obligations contractuelles, une mise en demeure préalable lui est adressée, précisant les points sur lesquels le titulaire est défaillant.

Le délai qui lui est accordé pour pallier cette défaillance est fixé à **15 jours** à dater de la réception de la mise en demeure.

6.3 EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES

En application de l'article 27 du GGAG-PI, le mandataire de la maîtrise d'ouvrage peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

Par dérogation à l'article 27.1 du CCAG-PI, la mise au frais et risques peut intervenir même en l'absence décision de résiliation après une mise en demeure restée infructueuse si celle-ci le mentionne expressément.

Article 7. DELAIS-PENALITES DE RETARD-PROLONGATION DE DELAI

Le marché est conclu pour une durée allant de sa date de notification et prend fin à la date d'achèvement des missions confiées à l'OPC. Cette date correspondant à la date de fin de la dernière garantie de parfait achèvement des marchés de travaux et de mise en service.

A titre indicatif la durée prévisionnelle du marché est estimée à **7 ans** à compter de la notification y compris période de garantie de parfait achèvement.

7.1 DELAIS PREVISIONNEL D'EXECUTION DES PRESTATIONS

L'acte d'engagement et le planning figurant en annexe **n° 2** au CCAP fixent le délai d'exécution prévisionnel de la mission.

Dans le cadre de sa responsabilité particulière, le titulaire doit tout mettre en œuvre pour que chaque intervenant puisse concourir à la réalisation de l'ouvrage dans le cadre du calendrier général qui s'impose à tous.

Les délais d'exécution des prestations du titulaire sont fixés dans les conditions décrites à l'article 3. du présent CCAP.

Par dérogation à l'article 3.2.4 du C.C.A.G.-PI, lorsque le délai dont dispose le titulaire expire un samedi, dimanche ou jour férié, le délai n'est pas prolongé jusqu'au jour ouvré suivant.

7.2 DEPASSEMENT DU DELAI D'EXECUTION NON IMPUTABLE A L'OPC

7.2.1.1 Phase de conception

En cas de dépassement du délai de réalisation des études du maître d'œuvre, il ne sera pas alloué de rémunération complémentaire au titulaire.

7.2.1.2 Phase de réalisation des ouvrages

Dès que le titulaire est en mesure de constater que le délai d'exécution des travaux tel que défini dans le planning prévisionnel sera dépassé, il en avise le mandataire de la maîtrise d'ouvrage par écrit.

Le titulaire établit alors une proposition, accompagnée d'un mémoire justificatif détaillé, sur la base du bordereau des prix joint en annexe **n°2** à l'acte d'engagement, de la nature et de la composition de l'équipe qu'il juge nécessaire pour mener à terme sa mission en fonction des nouveaux objectifs fixés par le mandataire de la maîtrise d'ouvrage.

Le montant de cette proposition ne pourra dépasser le montant de la rémunération moyenne mensuelle en phase de suivi des travaux (défini par la division du montant indiqué pour la phase « intervention en phase chantier » à l'annexe **n°2** de l'acte d'engagement par la durée en mois des travaux telle qu'elle apparaît à l'annexe **n°2** du CCAP), multiplié par le nombre de mois de décalage minoré de **3** mois.

Sur la base de cette proposition et après négociations avec le mandataire de la maîtrise d'ouvrage, un avenant au présent marché est établi.

7.3 POUR LES PRESTATIONS A PRIX UNITAIRES

Par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG PI, le délai d'exécution d'un bon de commande court à compter de la date prévue dans le bon de commande ou à défaut à la date de réception de la notification du bon de commande par le titulaire.

La notification des bons de commande peut intervenir jusqu'au dernier jour de validité du marché. Les bons de commande s'achèvent au plus tard 6 mois après la fin du marché.

7.4 PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG-PI, le titulaire est dispensé de signaler les causes qui sont le fait du mandataire de la maîtrise d'ouvrage ou qui proviennent d'un événement ayant le caractère de force majeure et qui viendraient à faire obstacle à l'exécution de son marché.

Dans ces cas, la prolongation de délai est accordée par décision unilatérale du mandataire de la maîtrise d'ouvrage.

7.5 PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, et en cas de retard, le titulaire encourt les pénalités suivantes.

Toutes les pénalités issues des articles 7.5.1 à 7.5.7 du présent CCAP ne sont pas assujetties à la TVA. Les pénalités ne sont pas révisables.

7.5.1.1 Généralités

L'application des pénalités sera effectuée par précompte sur les décomptes mensuels du titulaire.

Par dérogation à l'article 3.2.4 du CCAG-PI, lorsque le délai dont dispose le titulaire expire un samedi, dimanche ou jour férié, le délai n'est pas prolongé jusqu'au jour ouvré suivant, la pénalité correspondante s'appliquant à partir du premier jour suivant l'expiration du délai et s'achève le jour de la date réelle de fin d'exécution de la prestation.

Les pénalités seront appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard et sans que le titulaire ne soit invité à faire ses observations par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI.

Il ne sera pas appliqué de pénalités de retard si le retard est imputable au mandataire de la maîtrise d'ouvrage.

Les pénalités pourront, le cas échéant, se cumuler.

7.5.1.2 Dépassement des délais de production des documents

En cas de retard dans la remise d'un document, le titulaire encourt une pénalité par jour calendaire de retard fixée comme suit :

- 100€ HT par jour calendaire de retard, en cas de retard pour la remise de chacun de ses rapports ou documents particuliers,
- 200€ HT par jour calendaire de retard en cas de différé de remise d'un planning de chantier en cours d'exécution demandé par le mandataire de la maîtrise d'ouvrage
- 200€ HT par jour calendaire de retard en cas de différé de remise du planning d'exécution.

7.5.1.3 Dépassement du délai d'exécution des travaux imputable au pilote

En cas de dépassement du délai de réalisation des études du maître d'œuvre, il ne sera pas alloué de rémunération complémentaire au titulaire.

Dès que le titulaire est en mesure de constater que le délai d'exécution des travaux tel que défini dans le planning prévisionnel sera dépassé, il en avise le représentant du pouvoir adjudicateur par écrit.

Le titulaire établit alors une proposition, accompagnée d'un mémoire justificatif détaillé, sur la base du bordereau des prix, de la nature et de la composition de l'équipe qu'il juge nécessaire pour mener à terme sa mission en fonction des nouveaux objectifs fixés par le pouvoir adjudicateur.

Le montant de cette proposition ne pourra dépasser le montant de la rémunération moyenne mensuelle en phase de suivi des travaux (défini par la division du montant indiqué pour la phase « intervention en phase chantier » à l'annexe n°2 de l'acte d'engagement par la durée en mois des travaux telle qu'elle apparaît à l'annexe n°2 du CCAP), multiplié par le nombre de mois de décalage minoré de **3** mois.

Sur la base de cette proposition et après négociations avec le pouvoir adjudicateur, un avenant au présent contrat est établi.

7.5.1.4 Production des documents visés aux articles D.8222-5 et -7 du Code du travail

Sur demande écrite au mandataire de la maîtrise d'ouvrage, en recommandé avec accusé de réception, le titulaire produira les documents visés à l'article 1.11 du présent CCAP (article D. 8222-5 et -7 du Code du travail). Une pénalité **200 € HT** par jour de retard sera appliquée en cas de retard dans la production des documents, dans le délai que le mandataire de la maîtrise d'ouvrage aura fixé dans son courrier.

En application de l'article L8222-6 du Code du travail, le montant des pénalités est, au plus égal à 10 % du montant du marché et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

7.5.1.5 Production des attestations d'assurance de responsabilité civile en cours de chantier et après travaux

Conformément à l'article 9.2 du présent CCAP, le titulaire est tenu de communiquer au mandataire de la maîtrise d'ouvrage ses attestations d'assurances dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché.

En cas de retard dans la remise de ces documents, la pénalité suivante sera appliquée : **500 € HT** par jour de retard.

7.5.1.6 Transmission des contrats de sous-traitance au mandataire de la maîtrise d'ouvrage

Conformément à l'article 1.7 du présent CCAP, le titulaire est tenu de communiquer le ou les contrats de sous-traitance au mandataire de la maîtrise d'ouvrage lorsque celui-ci en fait la demande.

En cas de retard dans la remise de ces documents et par dérogation à l'article 3.6.3 du CCAG-PI, la pénalité suivante sera appliquée : **200 HT** par jour de retard.

7.5.1.7 Pénalités pour non-déclaration de changement de domiciliation bancaire

L'absence de déclaration de changement de domiciliation bancaire se verra sanctionnée de pénalités dont le montant sera égal aux intérêts moratoires induits par le retard de paiement qui en aura résulté.

7.5.1.8 Autres pénalités

Pour chaque manquement du titulaire à ses obligations au titre du marché qui ne fait pas l'objet de l'un des régimes particuliers de pénalités ci-dessus, le mandataire de la maîtrise d'ouvrage peut exiger, après mise en demeure du titulaire restée infructueuse dans le délai fixé par ladite mise en demeure, le versement d'une pénalité.

Le délai fixé par la mise en demeure pour permettre au Titulaire de remédier au manquement, ne peut, sauf cas d'urgence dûment motivé, être inférieur à quinze (15) jours, et tient compte, notamment, de la nature du manquement invoqué et des mesures à prendre pour y remédier.

Le montant de la pénalité est établi par calcul du retard entre la date d'échéance fixée par la mise en demeure et la réalisation satisfaisante par le Titulaire de l'obligation considérée. Le montant de la pénalité, par jour de retard, est, pour chaque manquement considéré, fixé à **200 € HT**.

Article 8. ACHEVEMENT DE LA MISSION

La mission du titulaire s'achève à la fin du délai de « parfait achèvement » (prévue à l'article 44 du CCAG applicable aux marchés de travaux) ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission du titulaire fait l'objet d'une décision établie sur sa demande par le mandataire de la maîtrise d'ouvrage dans les conditions de l'article 29 du CCAG-PI et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations

Article 9. CLAUSES DIVERSES

9.1 CAUTIONNEMENT - RETENUE DE GARANTIE

Le marché ne prévoit pas de retenue de garantie. Le recouvrement des sommes dont le titulaire serait reconnu débiteur au titre du marché sera effectué selon la procédure de l'ordre de reversement.

9.2 ASSURANCES

9.2.1.1 Responsabilité professionnelle autre que décennale

Le titulaire devra être titulaire d'une police d'assurance souscrite auprès d'une compagnie notoirement solvable, destinée à couvrir ses responsabilités civiles et professionnelles, autres que décennales, pour un montant en rapport avec l'importance de l'opération.

9.2.1.2 Assurance complémentaire

Le titulaire devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si celle existant n'est pas considérée comme suffisante par le mandataire de la maîtrise d'ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

9.2.1.3 Justification

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché, le titulaire devra remettre au mandataire de la maîtrise d'ouvrage une copie de ses contrats d'assurances et sur lesquels devront apparaître les sommes assurées, les franchises et les taux de primes, ainsi qu'une attestation d'assurance justifiant :

- Que les polices s'appliquent sans restriction et dans toutes leurs conditions pour la réalisation des ouvrages, objets du présent marché,
- Que le bénéficiaire desdites polices est à jour du paiement de ses primes.

En cas de retard dans la remise des documents visés au présent article, le titulaire encourt la pénalité fixée à l'article 7.5.5 du présent CCAP.

Article 10. UTILISATION DES RESULTATS

L'option retenue est conforme à l'article 32 CCAG-PI.

Article 11. OBLIGATION DE DISCRÉTION

Le titulaire est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de sa mission.

Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Le titulaire s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues par le présent marché.

Article 12. REGLEMENT DES LITIGES

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, la juridiction à saisir est le Tribunal administratif de **de Paris**.

Toutefois le différend peut être soumis à l'avis du Comité consultatif du règlement amiable.

Article 13. TRAITEMENT DES DONNES ESSENTIELLES AYANT LE CARACTERE DE DONNEES PERSONNELLES

13.1 LE TRAITEMENT DES DONNEES ESSENTIELLES DU MARCHE PUBLIC

L'OPPIC est tenu de publier les données essentielles du présent marché sur son profil acheteur, conformément à l'article L. 2196-2 du Code de la commande publique, étant précisé que cette publication rend les données publiques.

A ce titre, l'identification du Titulaire est obligatoirement publiée conformément à l'article R. 2196-1 du Code de la commande publique et à l'arrêté du 14 avril 2017 relatif aux données essentielles dans la commande publique.

13.2 LE TRAITEMENT DES DONNEES ESSENTIELLES AYANT LE CARACTERE DE DONNEES PERSONNELLES

Dès lors que l'identification du Titulaire constituerait une donnée personnelle (au sens du règlement n°2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés), le traitement des données concernées sera réalisé conformément aux dispositions issues de ces mêmes textes.

La licéité du traitement est fondée sur l'obligation légale de publication des données essentielles du marché public, au sens des textes susvisés au § 1.

La finalité poursuivie par ce traitement correspond à la mise en conformité avec l'obligation de publication des données essentielles conformément à l'objectif de transparence dans les procédures de

passation des marchés publics et à l'ouverture des données en commande publique. Seules les données nécessaires à la poursuite de cette finalité du traitement seront traitées.

Les données seront conservées pour une durée minimale de cinq ans après la fin de l'exécution du marché public sur le profil acheteur à l'exception des données essentielles dont la divulgation serait devenue contraire aux intérêts en matière de défense ou de sécurité ou à l'ordre public.

Les données traitées seront disponibles au public en ligne sur le profil acheteur de l'OPPIC (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

Le Titulaire prend à sa charge l'obligation d'information des personnes physiques dont il communique des données personnelles dans le cadre du présent Marché. A titre d'information du Titulaire, cela concerne notamment les éventuels contacts administratifs, financiers, ou personnes habilitées à engager juridiquement la personne morale. Cette obligation est étendue, si nécessaire, aux sous-traitants.

Sous réserve de l'exécution de son obligation légale de publication par l'OPPIC et conformément à la réglementation en vigueur sur la protection des données, le Titulaire bénéficie du droit demander à l'OPPIC l'accès aux données personnelles, la rectification ou l'effacement de celles-ci, leur portabilité, la limitation du traitement relatif à la personne concernée, ou de s'opposer au traitement.

Le Titulaire peut porter une réclamation devant la Commission nationale de l'informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07

Article 14. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-PI, le présent CCAP ne récapitule pas la liste des articles du CCAG susvisé auxquels il déroge.